DÉPARTEMENTS INFO

N°1345 - Mardi 7 novembre 2023

Sommaire

À LA UNE

Des Assises sous tension

Projet de loi de finances pour 2024 : en attendant le deuxième 49.3

PLFSS pour 2024 : le texte du Gouvernement

Écriture inclusive : les sénateurs veulent protéger la langue française déjà fragilisée

Droits des Femmes : *« Garantir, dans la Constitution française, la liberté des femmes de recourir à l'IVG : une première mondiale qu'il faut saluer »*

Surpopulation carcérale : où sont les 15 000 places de détention supplémentaires promises ?

Ingérences étrangères : un rapport parlementaire pointe les risques dans la commande publique

L'ACTUALITÉ EN BREF

Financements des SDIS : les préconisations d'Éric Pauget

ILS PARLENT DES DÉPARTEMENTS

Sur le financement des SDIS, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

Sur les finances départementales, Charles de Courson, député LIOT de la Marne

Stéphane Delautrette, député socialiste de la Haute-Vienne

Jean-Claude Raux, député écologiste de Loire-Atlantique

Sur les modalités des transferts des compétences eau et assainissement, Dominique Faure, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité

Sur le projet de loi de finances 2024, Adel ZIANE, sénateur de Seine Saint Denis

Jean Gérard PAUMIER, sénateur d'Indre et Loire

Rima Abdul Malak, ministre de la Culture

Sur le rapport de la mission "Remboursements dégrèvements", Pascal Salvodelli, sénateur du Val de Marne

Stéphane SAUTAREL, sénateur du Cantal

AGENDA

DOCUMENTS À DISPOSITION

Assises nationales de Départements de France - Programme complet

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (troisième partie et ensemble)

Avis du député Éric Pauget sur la mission sécurité civile du projet de loi de finances pour 2024

Proposition de loi - Protéger la langue française des dérives de l'écriture inclusive

Rapport législatif - Proposition de loi visant à interdire l'usage de l'écriture inclusive

Synthèse - Proposition de loi visant à interdire l'usage de l'écriture inclusive

Rapport législatif - Plan de construction de quinze mille places de détention supplémentaires et de vingts centres éducatifs fermés

Synthèse - 15 000 places de détention supplémentaires et 20 nouveaux centres éducatifs fermés d'ici 2027, mission impossible ?

Rapport public relatif à l'activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2022-2023

Séisme au Maroc - Point d'étape 31 octobre, Acted, Partenaire de DF

À LA UNE

Des Assises sous tension

Les 92èmes Assises de DF se déroulent les 8, 9 et 10 novembre 2023 à Strasbourg, à l'invitation de Frédéric Bierry, Président de la Collectivité européenne d'Alsace. Elles se tiennent dans un contexte de grande tension pour les Départements, notamment du fait de l'explosion des dépenses sociales et de la baisse des ressources qui entrave leur libre administration.
Lors des Assises d'Agen en 2022, DF avait, avec la Première ministre Elisabeth Borne, initié une démarche de co-construction qui a commencé à porter ses fruits. Mais il reste encore à faire pour répondre efficacement aux attentes des Français.
Les Départements sont en première ligne face aux crises auxquelles le pays est confronté. Ils plaideront à Strasbourg pour qu'on leur donne les moyens d'agir.

Article complet

"Moins d'État, mieux d'État" : l'interview de Jean-Léonce Dupont

Programme complet des Assises

Communiqué de presse de François Sauvadet sur le sujet

Projet de loi de finances pour 2024 : en attendant le deuxième 49.3

Après un 49.3 sur la partie « recettes » du PLF (voir DI n°1343), les députés examinent les missions de la partie « dépenses ». Cette seconde partie va également faire l'objet d'un 49.3, à une date inconnue à l'heure où nous écrivons.

Article complet

PLFSS pour 2024 : le texte du Gouvernement

Après un premier 49.3 sur la partie recettes (voir DI n°1344), le Gouvernement a déclenché comme attendu le 49.3 sur la partie « dépenses » et l'intégralité du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Après rejet de la motion de censure LFI, ce texte est considéré comme adopté et part maintenant au Sénat.

Article complet

Écriture inclusive
Les sénateurs veulent protéger la langue française déjà fragilisée

Lundi 30 octobre, le Sénat a adopté, en première lecture, après des discussions animées, la proposition de loi visant à protéger la langue française des dérives de l'écriture dite inclusive, déposée par Pascale Gruny (LR-Aisne) et plusieurs de ses collègues. Ce texte a été adopté à la suite des déclarations d'Emmanuel Macron, à Villers-Cotterêts, lors de l'inauguration de la Cité internationale de la langue française, qui a dit craindre de voir la langue française *« céder aux airs du temps »*. La proposition de loi modifiée est transmise à l'Assemblée nationale.

Article complet

Droits des Femmes
« Garantir, dans la Constitution française, la liberté des femmes de recourir à l'IVG : une première mondiale qu'il faut saluer »

Dimanche 29 octobre, le Président de la République a annoncé la transmission au Conseil d'État d'un projet de loi constitutionnelle destiné à garantir, dans la Constitution, la liberté des femmes de recourir à l'IVG.

Article complet

Surpopulation carcérale
Où sont les 15 000 places de détention supplémentaires promises ?

Reprenant une promesse de campagne du Président de la République Emmanuel Macron, le Gouvernement s'est engagé à l'automne 2018 à construire 15 000 places de détention supplémentaires et à créer 20 nouveaux centres éducatifs fermés (CEF) d'ici 2027. Plus de 4,6 milliards d'euros ont été alloués à ces deux programmes ambitieux. Mais à mi-parcours, force est de constater que le chantier a pris beaucoup de retard. Au point d'être devenu irréalisable ?

Article complet

Ingérences étrangères
Un rapport parlementaire pointe les risques dans la commande publique

Le rapport annuel de la délégation parlementaire au renseignement s'inquiète d'une ingérence étrangère "protéiforme et omniprésente" en France, et cible la Russie et la Chine. Les collectivités territoriales peuvent être concernées.

Article complet

L'ACTUALITÉ EN BREF

Financements des SDIS : les préconisations d'Éric Pauget

Dans son avis budgétaire sur la mission Sécurité civile du projet de loi de finances pour 2024, Éric Pauget (LR, Alpes-Maritimes) revient sur la prise en compte de la *« valeur du sauvé »*. Il note que *« Départements de France souligne le besoin de formaliser un consensus autour de l'idée que l'intervention des sapeurs-pompiers est décisive pour limiter les dégâts et, sur cette base, préconise d'inscrire un principe de contribution des assureurs aux financements des SDIS. »,* et propose 8 recommandations :

Recommandation n° 1 : sous l'égide de la DGSCGC, réunir l'ensemble des acteurs de la sécurité civile – y compris les assureurs – afin de déterminer une méthodologie commune de calcul de la valeur du sauvé
Recommandation n° 2 : établir des indicateurs financiers communs à partir des données assurantielles, permettant de définir la valeur du sauvé
Recommandation n° 3 : maintenir l'exonération de TICPE et de malus écologique pour l'ensemble des véhicules des SDIS
Recommandation n° 4 : moderniser la TSCA et mettre en place une mission spécifique, confiée conjointement à l'IGA et à l'IGF, et destinée à : identifier les indicateurs permettant d'estimer la valeur du sauvé ; actualiser l'assiette de répartition de la TSCA ; identifier les critères de calcul de répartition en prenant en compte la richesse des départements, les enjeux environnementaux, la nature du risque et le nombre d'habitants
Recommandation n° 5 : créer un fonds budgétaire alimenté par une contribution générale des groupes d'assurances en prenant en compte la valeur du sauvé
Recommandation n° 6 : accroître le montant de la TSCA ou augmenter la fraction reversée aux collectivités territoriales au titre du financement des SDIS
Recommandation n° 7 : prendre en compte une quote-part de la taxe de séjour dans le financement des services d'incendie et de secours dans les départements touristiques (en raison du lien de causalité existant entre fréquentation et augmentation des risques).

ILS PARLENT DES DÉPARTEMENTS

Sur le financement des SDIS

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, examen des crédits de la mission Sécurités, projet de loi de finances pour 2024, 31 octobre :

« Avant de savoir si l'État doit allouer davantage d'argent aux SDIS, pour une compétence qui n'est pas la sienne – voilà une trentaine d'année que cette compétence est décentralisée –, assurons-nous d'abord que tous les Départements versent bien l'intégralité du produit de la TCAS aux SDIS. Évidemment, s'ils en versent l'intégralité et qu'il leur manque de l'argent, les choses sont différentes. Dans ce cas, on doit s'en remettre à la solidarité entre Départements. (…) Il doit y avoir une solidarité entre Départements riches et pauvres, et pas simplement une solidarité de l'État envers les Départements – je vous renvoie aux mesures prises pour les dépenses sociales qui ont bien fonctionné sous plusieurs gouvernements.
Je suis tout à fait prêt à regarder si le Gouvernement doit contribuer davantage au pacte capacitaire pour l'achat de CCF, même s'il consent une mise de départ de 150 millions d'euros. Mais, encore une fois, nous devons surtout nous poser ces deux questions. Premièrement, les recettes fiscales dédiées aux SDIS leur sont-elles bien intégralement versées ? Ce n'est pas le cas partout. Deuxièmement, peut-il y avoir une solidarité des Départements riches vers les Départements pauvres, en attendant la solidarité nationale ? »

Sur les finances départementales

Charles de Courson, député LIOT de la Marne, Commission des finances, projet de loi de finances pour 2024, 31 octobre :

« On considère qu'il y a au moins une dizaine [de Départements] en grave difficulté financière (…) avec le problème de l'effondrement des DMTO. Le Gouvernement nous a expliqué que son estimation était de -16% en 2024. Dès 2023, on serait déjà à des taux très variables de Département à Département, mais il y a des Départements qui sont à -25, -30% »

Stéphane Delautrette, député socialiste de la Haute-Vienne

« Je veux rappeler les difficultés dans lesquelles un certain nombre de Départements vont se retrouver. Les DMTO constituent vraiment des ressources importantes pour les Départements et on ne peut pas laisser la péréquation se faire uniquement entre les Départements (…) D'où cette proposition d'amendement qui consiste à venir renforcer le fonds de sauvegarde financé par l'État pour apporter ce soutien indispensable si on ne veut pas voir certains Départements aller vers la banqueroute. »

Jean-Claude Raux, député écologiste de Loire-Atlantique

« Je vais aller dans le même sens que mes collègues pour demander un abondement de 100 millions d'euros supplémentaire pour aider les Départements qui en ont besoin, car on sait à quel point leur rôle est primordial dans les politiques publiques sociales, d'accompagnement et de transition. »

Sur les modalités des transferts des compétences eau et assainissement

Dominique Faure, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité, questions au Gouvernement, séance du Sénat du 31 octobre :

« L'échelon communautaire a été retenu pour remédier aux difficultés engendrées par l'émiettement des services. La mutualisation facilite la modernisation des réseaux. Sans revenir sur la répartition des compétences, le Gouvernement est favorable à l'introduction de nouvelles souplesses : premièrement, en étendant le maintien par délégation des syndicats intracommunautaires à tous ceux qui existaient au 1er janvier 2026 ; deuxièmement, en facilitant l'intervention des Départements, qui pourraient adhérer à des syndicats mixtes ouverts ou recevoir la délégation de la maîtrise d'ouvrage par un EPCI à fiscalité propre ou un syndicat mixte. »

Sur le projet de loi de finances 2024
Adel ZIANE, sénateur de Seine Saint Denis, en commission culture du Sénat, le 24 octobre :

« Il me semble fondamental de garantir un accompagnement des musées par le ministère dans le cadre des contrats de plan État-Région (CPER), dans un contexte de diminution des capacités budgétaires des villes, des intercommunalités, des Départements et des régions, comme le montre le rapport de la Cour des comptes. »

Jean Gérard PAUMIER, sénateur d'Indre et Loire

« Je tiens à vous alerter, madame la ministre, sur la situation de nombreuses églises qui ne sont ni inscrites ni classées, notamment en milieu rural, et qui nécessitent des travaux urgents et/ou de sécurité. Très attachées à ce patrimoine, les communes éprouvent des difficultés à financer leur entretien. Les Drac, qui peinent déjà à tenir leurs engagements financiers pour les églises classées ou inscrites, ne peuvent pas intervenir. Aussi, je sollicite une intervention de votre part auprès des préfets et des Départements. L'échelon départemental semble en effet être le niveau adéquat pour prendre en charge ces travaux. Lorsque j'étais Président du Département d'Indre-et-Loire, qui possède un patrimoine important, nous avions ainsi, en lien avec le préfet, alloué 200 000 euros à ces travaux urgents, financés à 30 % au travers de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et à 30 % par le Département. »

Rima Abdul Malak, ministre de la Culture

« En matière de patrimoine, les préfets ont, à l'évidence, un rôle à jouer. J'ai pu le constater dans la Somme, où des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux et de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) ont été mobilisés à hauteur de 4 millions d'euros en une année seulement pour soutenir près de 100 opérations de restauration d'églises. Avec Gérald Darmanin, nous avons décidé de mobiliser les préfets sur ces crédits, qui peuvent être fléchés également vers des restaurations d'églises non protégées. Naturellement, les églises inscrites ou classées pourront bénéficier des subventions du ministère. Par ailleurs, la collecte nationale de la Fondation du patrimoine est lancée et je vous rappelle que le Loto du patrimoine permet également de soutenir la restauration d'édifices cultuels non protégés. »

Sur le rapport de la mission "Remboursements dégrèvements"
Pascal Salvodelli, sénateur du Val de Marne, en commission des Finances, le 25 octobre :

« De manière plus générale, chaque suppression d'impôt est désormais compensée par des fractions de TVA versées aux collectivités. Dans ce contexte, après la suppression de la CVAE, la TVA pèsera pour 40 % dans les recettes des Départements et 18 % dans celles du bloc communal. Cette pratique pose, d'une part, la question de l'autonomie fiscale des collectivités et, d'autre part, celle de la pérennité de ce système de financement. En effet, le Gouvernement ne peut pas continuer à diminuer ses propres ressources et à exposer les collectivités à des retournements de conjoncture ou simplement à un retour d'inflation à 2 %, ce qui signifierait pour elles une baisse de ressources. Ce transfert d'imposition sur la consommation génère un risque majeur, inquiétant, de volatilité des recettes. »

Stéphane SAUTAREL, sénateur du Cantal

« Nous pouvons nous interroger sur l'efficacité de la dépense fiscale. L'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales ne cesse de se détériorer. Le rapport de la Cour des comptes sur les finances publiques locales, rendu public le 24 octobre, fait état d'une situation dégradée. Les perspectives pour l'année 2023 sont mauvaises. Au vu de la réduction de l'assiette territoriale et des impôts économiques, des questions se posent sur la refonte de la fiscalité locale, notamment pour les Départements. Un réexamen serait ici bienvenu. Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de l'examen du projet de loi de finances. »

AGENDA

Du mercredi 8 au vendredi 10 novembre

92è Congrès et Assises nationales de Départements de France en Alsace.

Mardi 14 novembre

11h30 : Audience entre François Sauvadet, Président de DF et Fadila Khattabi, ministre déléguée chargée des personnes handicapées à Paris 7ème.

15h00 : Rendez-vous entre François Sauvadet et Jean-Marc Sauvé, Président du Conseil d'Administration des Apprentis d'Auteuil dans les locaux de DF

16h30 : Rendez-vous entre François Sauvadet et Benoît Fuzeau, Président de CLUSIF, et Juliette Girault, responsable communication

Mercredi 15 novembre

9h30 : Entretien entre François Sauvadet et Yaël Braun-Pivet, Président de l'Assemblée nationale, à l'Assemblée nationale

11h : Entretien entre François Sauvadet et Sylvain Maillard, Président du Groupe Renaissance à l'Assemblée nationale

12h30 : Entretien entre François Sauvadet et Aurélien Rousseau, ministre de la Santé et de la prévention à Paris 7ème

14h à 16h : Commission des Finances, présidée par Jean-Léonce Dupont, Président du Calvados, dans les locaux de DF et en visioconférence.

17h00 : Rendez-vous entre François Sauvadet et Patrick Martin, Président du Medef à Paris 7ème

Mardi 28 novembre

14h à 16h : Groupe de travail Enfance présidé par Florence Dabin, Présidente du Maine-et-Loire, dans les locaux de DF et en distanciel.

Jeudi 30 novembre

14h à 18h : Colloque sur « la place et le rôle des élus locaux dans la République », organisé par l'IFPG au Sénat, en présence de Jean-Léonce Dupont, Président du Calvados et Vice-Président délégué de Départements de France.

Lundi 4 décembre

14h30 à 16h : Commission « Transports, mobilités et infrastructures » dans les locaux de Départements de France, en présence de Clément Beaune, ministre délégué chargé des Transports.

Jeudi 7 décembre

14h à 16h : Groupe de Travail Grand âge, présidé par Olivier Richefou, Président de la Mayenne, dans les locaux de DF et en visioconférence.

DOCUMENTS À DISPOSITION

Assises nationales de Départements de France

Programme complet

Assemblée Nationale

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 (troisième partie et ensemble)

Avis du député Éric Pauget sur la mission sécurité civile du projet de loi de finances pour 2024

Sénat

Proposition de loi - Protéger la langue française des dérives de l'écriture inclusive

Rapport législatif - Proposition de loi visant à interdire l'usage de l'écriture inclusive

Synthèse - Proposition de loi visant à interdire l'usage de l'écriture inclusive

Rapport législatif - Plan de construction de quinze mille places de détention supplémentaires et de vingts centres éducatifs fermés

Synthèse - 15 000 places de détention supplémentaires et 20 nouveaux centres éducatifs fermés d'ici 2027, mission impossible ?

Rapport public relatif à l'activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2022-2023

Partenaires

Séisme au Maroc - Point d'étape 31 octobre, Acted, Partenaire de DF